

GE_GERICHTE ATAS/228/2007 vom 1. März 2007

GE Cour de justice, 2007-03-01, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_228_2007

FR: GE_GERICHTE ATAS/228/2007 du 1 mars 2007

IT: GE_GERICHTE ATAS/228/2007 del 1 marzo 2007

Erwägungen

E. 1

La loi genevoise sur l'organisation judiciaire (LOJ) a été modifiée et a institué, dès le 1er août 2003, un Tribunal cantonal des assurances sociales, composé de 5 juges, dont un président et un vice-président, 5 suppléants et 16 juges assesseurs (art. 1 let. r et 56 T LOJ). Suite à l'annulation de l'élection des 16 juges assesseurs, par le Tribunal fédéral le 27 janvier 2004 (ATF 130 I 106), le Grand Conseil genevois a adopté, le 13 février, une disposition transitoire urgente permettant au Tribunal cantonal des assurances sociales de siéger sans assesseurs à trois juges titulaires, ce, dans l'attente de l'élection de nouveaux juges assesseurs.

E. 2

Conformément à l'art. 56 V al. 1 let. a ch. 2 LOJ, le Tribunal cantonal des assurances sociales connaît en instance unique des contestations prévues à l'art. 56

A/549/2006 - 14/28 - de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales du 6 octobre 2000 (LPGA) relatives à la loi fédérale sur l'assurance-invalidité du 19 juin 1959 (LAI). Sa compétence pour juger du cas d'espèce est ainsi établie.

E. 3

La LPGA est entrée en vigueur le 1er janvier 2003 entraînant la modification de nombreuses dispositions légales dans le domaine des assurances sociales. Du point de vue temporel, sont en principe applicables les règles de droit en vigueur au moment où les faits juridiquement déterminants se sont produits et le juge des assurances sociales se fonde en principe, pour apprécier une cause, sur l'état de fait réalisé à la date déterminante de la décision sur opposition litigieuse (ATF 130 V 230 consid. 1.1; 335 consid. 1.2; 129 V 1 consid. 1; 127 V 467 consid. 1; 126 V 136 consid. 4b et les références). En l'espèce, la décision querellée, datée du 10 janvier 2006, est postérieure à l'entrée en vigueur de la LPGA ainsi qu'à l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2004, des modifications de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité du 21 mars 2003 (4ème révision). Par conséquent, du point de vue matériel, le droit éventuel à des prestations, qui prendrait naissance au plus tôt en septembre 2003 (art. 29 al. 2 LAI ; ATF 126 V 9 consid. 2b et les références), doit être examiné au regard des dispositions légales en vigueur dès le 1er janvier 2003, respectivement le 1er janvier 2004, en fonction des nouvelles normes de la LPGA et des modifications de la LAI consécutives à la 4ème révision de cette loi, dans la mesure de leur pertinence (ATF 130 V 445 et les références; voir également ATF 130 V 329). Toutefois, il convient d'ajouter que les définitions de l'incapacité de travail, de l'incapacité de gain, d'invalidité et de la méthode de comparaison des revenus contenues dans la LPGA constituent, en règle générale, une version formalisée de la jurisprudence relative aux notions correspondantes avant l'entrée en vigueur de la LPGA; il n'en découle aucune modification du point de vue de leur contenu,

de sorte que la jurisprudence développée à leur propos peut être reprise et appliquée (ATF 130 V 345 consid. 3). Quant aux règles de procédure, elles sont applicables, sauf dispositions transitoires contraires, à tous les cas en cours dès l'entrée en vigueur de la LPGA (ATF 131 V 314 consid. 3.3, 117 V 93 consid. 6b, 112 V 360 consid. 4a; RAMA 1998 KV 37 p. 316 consid. 3b). C'est pourquoi les procédures pendantes au 1er janvier 2003 ou introduites après cette date devant un tribunal cantonal compétent en matière d'assurances sociales sont régies par les nouvelles règles de procédure contenues dans la LPGA et par les dispositions de procédure contenues dans les différentes lois spéciales modifiées par la LPGA. Par ailleurs, le présent cas n'est pas soumis à la loi fédérale du 16 décembre 2005 modifiant la loi fédérale sur l'assurance-invalidité, entrée en vigueur le 1er juillet 2006 (RO 2006 2003), apportant notamment des modifications relatives à la

A/549/2006 - 15/28 - procédure conduite devant le Tribunal cantonal des assurances (art. 52, 58 et 61 let. a LPGA), dès lors que le recours a été formé avant le 1er juillet 2006 (ch. II let. c des dispositions transitoires relatives à la modification du 16 décembre 2005).

E. 4

Déposé dans les forme et délai imposés par la loi, le présent recours est recevable en vertu des art. 56 ss LPGA.

E. 5

Le litige porte sur la question de savoir si les atteintes à la santé dont souffre la recourante sont invalidantes et ouvrent, le cas échéant, droit à des prestations de l'assurance-invalidité.

E. 6

a) Est réputée invalidité, l'incapacité de gain totale ou partielle présumée permanente ou de longue durée, résultant d'une infirmité congénitale, d'une maladie ou d'un accident (art. 8 al. 1 LPGA et 4 al. 1 LAI). Est réputée incapacité de gain toute diminution de l'ensemble ou d'une partie des possibilités de gain de l'assuré sur le marché du travail équilibré qui entre en considération, si cette diminution résulte d'une atteinte à la santé physique ou mentale et qu'elle persiste après les traitements et les mesures de réadaptation exigibles (art. 7 LPGA). Il y a lieu de préciser que selon la jurisprudence, la notion d'invalidité, au sens du droit des assurances sociales, est une notion économique et non médicale; ce sont les conséquences économiques objectives de l'incapacité fonctionnelle qu'il importe d'évaluer (ATF 110 V 275 consid. 4a; 105 V 207 consid. 2). b) Les atteintes à la santé psychique peuvent, comme les atteintes physiques, entraîner une invalidité au sens de l'art. 4 al. 1 LAI (ATF 131 V 49 consid. 1.2). On ne considère pas comme des conséquences d'un état psychique malade, donc pas comme des affections à prendre en charge par l'assurance-invalidité, les diminutions de la capacité de gain que l'assuré pourrait empêcher en faisant preuve de bonne volonté; la mesure de ce qui est exigible doit être déterminée aussi objectivement que possible (ATF 102 V 165; VSI 2001 p. 224 consid. 2b et les références; cf. aussi ATF 127 V 298 consid. 4c in fine).

E. 7

a) Pour pouvoir calculer le degré d'invalidité, l'administration (ou le juge, s'il y a eu un recours) a besoin de documents que le médecin, éventuellement aussi d'autres spécialistes, doivent lui fournir. La tâche du médecin consiste à porter un jugement sur l'état de santé et à indiquer dans quelle mesure et pour quelles activités l'assuré est incapable de travailler. En outre, les données médicales constituent un élément utile pour déterminer quels travaux on

peut encore, raisonnablement, exiger de l'assuré (ATF 125 V 261 consid. 4, 115 V 134 consid. 2, 114 V 314 consid. 3c, 105 V 158 consid. 1). b) Compte tenu des difficultés, en matière de preuve, à établir l'existence de douleurs, les simples plaintes subjectives de l'assuré ne suffisent pas pour justifier une invalidité (entière ou partielle). Dans le cadre de l'examen du droit aux prestations de l'assurance sociale, l'allégation des douleurs doit être confirmée par

A/549/2006 - 16/28 - des observations médicales concluantes, à défaut de quoi une appréciation de ce droit aux prestations ne peut être assurée de manière conforme à l'égalité de traitement des assurés et être reportée à un diagnostic posé dans le cadre d'une classification reconnue (ATF 130 V 353 consid. 2.2.2 ; ATFA du 30 novembre 2004, I 600/03, consid. 3.2).

E. 8

a) En l'état actuel des connaissances, le Tribunal fédéral des assurances a récemment décidé qu'il se justifiait, sous l'angle juridique, d'appliquer par analogie les principes développés par la jurisprudence en matière de troubles somatoformes douloureux, lorsqu'il s'agissait d'apprécier le caractère invalidant d'une fibromyalgie (cf. ATFA du 8 février 2006 prévu pour la publication, I 336/04, consid. 4.1). Il a relevé que ces deux atteintes à la santé présentent en effet des points communs. Leurs manifestations cliniques sont pour l'essentiel similaires (plaintes douloureuses diffuses; pour la définition du trouble somatoforme douloureux, cf. F 45.4 CIM-10), raison pour laquelle il n'est pas rare de voir certains médecins poser indistinctement l'un ou l'autre diagnostic ou assimiler la fibromyalgie au trouble somatoforme douloureux. b) En règle générale, les troubles somatoformes douloureux n'entraînent pas une limitation de longue durée de la capacité de travail pouvant conduire à une invalidité (cf. ATF 130 V 354 consid. 2.2.3). Il existe une présomption selon laquelle ceux-ci ou leurs effets peuvent être surmontés par un effort de volonté raisonnablement exigible (ATF 131 V 50). Au regard de ce qui précède, il y a lieu de poser la même présomption en présence d'une fibromyalgie (cf. ATFA non publié du 8 février 2006, I 336/04, consid. 4.2.1). c) Cependant, le Tribunal fédéral des assurances a reconnu qu'il existait des facteurs déterminés qui, par leur intensité et leur constance, rendaient la personne incapable de fournir cet effort de volonté et a établi des critères permettant d'apprécier le caractère invalidant des troubles somatoformes douloureux (cf. ATF 130 V 354, 131 V 50). Il est légitime d'admettre que ces circonstances sont également susceptibles de fonder exceptionnellement un pronostic défavorable dans les cas de fibromyalgie. A cet égard, on retiendra la présence d'une comorbidité psychiatrique importante par sa gravité, son acuité et sa durée. Peut constituer une telle comorbidité un état dépressif majeur (en matière de troubles somatoformes douloureux, cf. ATF 130 V 358 consid. 3.3.1 et la référence). Parmi les autres critères déterminants, doivent être considérés comme pertinents et transposables au contexte de la fibromyalgie, un processus maladif s'étendant sur plusieurs années sans rémission durable (symptomatologie inchangée ou progressive), des affections corporelles chroniques, une perte d'intégration sociale dans toutes les manifestations de la vie et l'échec de traitements ambulatoires ou stationnaires conformes aux règles de l'art (même avec différents types de traitement), cela en dépit de l'attitude coopérative de la personne assurée. En présence d'une comorbidité psychiatrique, il sera également tenu compte de l'existence d'un état

A/549/2006 - 17/28 - psychique cristallisé résultant d'un processus défectueux de résolution du conflit, mais apportant un soulagement du point de vue psychique (profit primaire tiré de

la maladie, fuite dans la maladie). Enfin, comme dans les cas de troubles somatoformes douloureux, on conclura à l'absence d'atteinte à la santé ouvrant droit aux prestations d'assurance, si les limitations liées à l'exercice d'une activité résultent d'une exagération des symptômes ou d'une constellation semblable (par exemple une discordance entre les douleurs décrites et le comportement observé, l'allégation d'intenses douleurs dont les caractéristiques demeurent vagues, l'absence de demande de soins, de grandes divergences entre les informations fournies par le patient et celles ressortant de l'anamnèse, le fait que des plaintes très démonstratives laissent insensible l'expert, ainsi que l'allégation de lourds handicaps malgré un environnement psychosocial intact; cf. ATFA non publié du 8 février 2006, I 336/04, consid. 4.2.2). d) Une expertise psychiatrique est, en principe, nécessaire quand il s'agit de se prononcer sur l'incapacité de travail que les troubles somatoformes douloureux sont susceptibles d'entraîner (ATF 130 V 353 consid. 2.2.2 et 399 consid. 5.3.2). Quand bien même le diagnostic de fibromyalgie est d'abord le fait d'un médecin rhumatologue, il convient ici aussi d'exiger le concours d'un médecin spécialiste en psychiatrie, d'autant plus que les facteurs psychosomatiques ont, selon l'opinion dominante, une influence décisive sur le développement de cette atteinte à la santé. Une expertise interdisciplinaire tenant à la fois compte des aspects rhumatologiques et psychiques apparaît donc la mesure d'instruction adéquate pour établir de manière objective si l'assuré présente un état douloureux d'une gravité telle que la mise en valeur de sa capacité de travail sur le marché du travail ne peut plus du tout ou seulement partiellement être exigible de sa part (cf. aussi P. HENNINGSEN, Zur Begutachtung somatoformer Störungen in: Praxis 94/2005, p. 2007 ss). e) Les prises de position médicales sur la santé psychique et sur les ressources dont dispose l'assuré constituent certes une base indispensable pour trancher la question (juridique) de savoir si et dans quelle mesure on peut exiger de celui-ci qu'il mette en œuvre toute sa volonté pour surmonter ses douleurs et réintégrer le monde du travail. Dans le cadre de la libre appréciation dont ils disposent, l'administration et le juge (en cas de litige) ne sauraient ni ignorer les constatations de fait des médecins, ni faire leurs estimations et conclusions médicales relatives à la capacité (résiduelle) de travail, sans procéder à un examen préalable de leur pertinence du point de vue du droit des assurances sociales. Cela s'impose en particulier lorsque l'expert atteste une limitation de la capacité de travail fondée uniquement sur le diagnostic de troubles somatoformes douloureux et, par analogie, à la fibromyalgie. Dans un tel cas, il appartient aux autorités administratives et judiciaires d'examiner avec tout le soin nécessaire si l'estimation médicale de l'incapacité de travail prend en considération également des éléments étrangers à l'invalidité (en particulier des facteurs psychosociaux et socio-culturels) qui ne sont pas pertinents du point de vue des assurances sociales (ATF 127 V 299 consid. 5a;

A/549/2006 - 18/28 - VSI 2000 p. 149 consid. 3), ou si la limitation (partielle ou totale) de la capacité de travail est justifiée par les critères juridiques déterminants, énumérés ci-dessus (cf. ATF 130 V 352 consid. 2.2.5).

E. 9

a) En vertu du principe de la libre appréciation des preuves, l'administration ou le juge apprécie librement les preuves, sans être lié par des règles formelles, en procédant à une appréciation complète et rigoureuse des preuves. Dès lors, le juge doit examiner de manière objective tous les moyens de preuve, quelle qu'en soit la provenance, puis décider si les documents à disposition permettent de porter un jugement valable sur le droit litigieux. Lorsque les rapports médicaux sont contradictoires, le juge ne peut trancher l'affaire sans

indiquer les raisons pour lesquelles il se fonde sur une opinion médicale et non pas sur une autre. A cet égard, l'élément déterminant n'est ni l'origine, ni la désignation du moyen de preuve comme rapport ou expertise, mais son contenu. Il importe que les points litigieux importants aient fait l'objet d'une étude fouillée, que le rapport se fonde sur des examens complets, qu'il prenne également en considération les plaintes exprimées, qu'il ait été établi en pleine connaissance du dossier (anamnèse), que la description des interférences médicales soit claire et, enfin, que les conclusions de l'expert soient bien motivées (ATF 125 V 351 consid. 3a). b) Sans remettre en cause le principe de la libre appréciation des preuves, le Tribunal fédéral des assurances a posé des lignes directrices en ce qui concerne la manière d'apprécier certains types d'expertises ou de rapports médicaux. Ainsi, le juge peut accorder pleine valeur probante aux rapports et expertises établis par les médecins des assureurs pour autant que ceux-ci aboutissent à des résultats convaincants, que leurs conclusions soient sérieusement motivées, que ces avis ne contiennent pas de contradictions et qu'aucun indice concret ne permette de mettre en cause leur bien-fondé. Le simple fait que le médecin consulté est lié à l'assureur par un rapport de travail ne permet pas encore de douter de l'objectivité de son appréciation ni de soupçonner une prévention à l'égard de l'assuré. Ce n'est qu'en présence de circonstances particulières que les doutes au sujet de l'impartialité d'une appréciation peuvent être considérés comme objectivement fondés. Etant donné l'importance conférée aux rapports médicaux dans le droit des assurances sociales, il y a toutefois de poser des exigences sévères quant à l'impartialité de l'expert (ATF 125 V 353 consid. 3b/ee, ATFA non publié du 13 mars 2000, I 592/99, consid. b/ee).

E. 10

Dans sa décision sur opposition litigieuse, l'intimé a retenu que les atteintes à la santé dont souffre la recourante lui permettent d'exercer une activité adaptée à plein temps. Il se fonde pour cela sur les conclusions du rapport des Drs J _____ et K _____ du 31 janvier 2005. Pour sa part, la recourante soutient que ses atteintes à la santé provoquent une incapacité de travail totale dans toute activité. La thèse de la recourante repose sur les rapports médicaux des Drs D _____, G _____ et L _____.

A/549/2006 - 19/28 - En l'espèce, le Dr J _____, spécialiste FMH en médecine interne et rhumatologie, et le Dr K _____, spécialiste FMH en psychiatrie, ont conclu qu'en raison du syndrome du défilé thoracique bilatéral et des troubles statiques et dégénératifs cervico-dorso-lombaires étagés, la recourante présente des limitations fonctionnelles. Ils ont également diagnostiqué des atteintes à la santé qui n'ont pas de répercussion sur sa capacité de travail, à savoir une fibromyalgie, un trouble dissociatif (F44) ainsi que des métatarsalgies bilatérales prédominant à gauche dans le cadre de troubles statiques plantaires. Compte tenu des problèmes somatiques objectifs, l'activité de femme de ménage n'est plus exigible qu'à 30%. Néanmoins, dans une activité adaptée aux limitations fonctionnelles, la capacité de travail est entière, et ce dès septembre 2002. Le rapport d'examen bidisciplinaire se fonde sur une anamnèse générale, familiale, professionnelle, psychosociale et psychiatrique, un examen de la recourante, un entretien avec cette dernière ainsi que sur les plaintes qu'elle a exprimées, enfin sur le dossier radiologique. Il tient compte des appréciations des Drs G _____ et B _____. Il a donc été établi en pleine connaissance de l'anamnèse et du dossier médical. La description de la situation médicale et son appréciation sont claires. Les examinateurs se sont exprimés sur l'évolution de l'état de santé depuis le début de l'incapacité de travail ainsi que sur la capacité de travail exigible et ont dûment motivé leur point de vue. Leurs conclusions sont cohérentes et

convaincantes. Il s'ensuit que le rapport remplit toutes les conditions jurisprudentielles permettant de lui reconnaître une pleine force probante. Il reste à examiner s'il existe un indice concret permettant de mettre en cause le bien-fondé de leurs conclusions. A cet égard, le Tribunal de céans constate d'ores et déjà qu'à l'exception des Drs G _____ et D _____, tous les médecins qui ont examiné la recourante ont retenu qu'une capacité de travail résiduelle subsistait, à savoir les Drs M _____ (rapport du 4 mars 2003), I _____ (rapport du 25 avril 2003), A _____ (rapport du 16 juin et 23 octobre 2003) et B _____ (rapport du 27 octobre 2003). a) Le Dr G _____, spécialiste FMH en médecine interne et maladies rhumatismales, a posé dans son rapport du 17 septembre 2003, les diagnostics de syndrome du défilé thoracique droit, des cervicalgies chroniques, des ténosynovites des fléchisseurs des doigts et de Quervain, un état de fatigue, des insomnies et une dépression. Ces troubles avaient une répercussion sur la capacité de travail de la recourante. L'incapacité de travail à 100% lui semblait évidente. Par ailleurs, il lui paraissait difficile d'imaginer une activité qui pourrait épargner suffisamment la recourante. Cet avis n'est cependant pas de nature à mettre en doute l'appréciation des examinateurs du SMR.

A/549/2006 - 20/28 - Certes, contrairement aux examinateurs du SMR, le Dr G _____ a retenu le diagnostic de dépression comme ayant une répercussion sur la capacité de travail de la recourante. Or, ce diagnostic, qui ne relève au demeurant pas de la spécialité du Dr G _____, n'est corroboré par aucun autre avis psychiatrique allant dans ce sens. La lecture du rapport du Dr G _____, qui fait état uniquement d'une déprime, ne permet au demeurant pas de comprendre pour quels motifs le diagnostic de dépression a été retenu. Par ailleurs, lorsque le Dr G _____ conclut à une incapacité de travail totale au motif que la recourante souffre de douleurs intenses multiples ayant un fort retentissement sur sa santé générale (fatigue, insomnie, déprime), il relate surtout la manière dont la recourante assume et ressent elle-même ses facultés de travail. Or, il y a lieu d'établir la mesure de ce qui est raisonnablement exigible d'un assuré le plus objectivement possible (ATF 102 V 165; VSI 2001 p. 224 consid. 2b et les références; cf. aussi ATF 127 V 298 consid. 4c in fine). En outre, ce médecin justifie l'absence de capacité résiduelle par l'importance des symptômes en relation avec l'effort physique des membres supérieurs. Le Dr G _____ n'explique cependant pas pour quelle raison la recourante ne pourrait pas exercer une activité qui préserve ses membres supérieurs. Par ailleurs, l'absence de capacité résiduelle est également justifiée par le fait que la recourante ne bénéficie ni d'une scolarité avancée ni d'une formation professionnelle. Or, le manque de qualification professionnelle ou la méconnaissance du français ne sont pas des circonstances dont l'assurance sociale doit répondre (VSI 1999 p. 247 consid. 1 et les références; ATFA non publié du 9 août 2005, I 787/04 consid. 5). Certes le Dr G _____ a-t-il - contrairement aux médecins du SMR -, diagnostiqué des ténosynovites des fléchisseurs des doigts et de Quervain. Il n'a cependant pas expliqué en quoi cette atteinte avait une répercussion sur la capacité de travail de la recourante. Or, ce qui importe pour juger du droit aux prestations d'un assuré, c'est la répercussion de l'atteinte à la santé diagnostiquée sur la capacité de travail (art. 4 al. 1 LAI, art. 16 LPGA). On rappellera qu'un diagnostic est une condition juridique nécessaire, mais non suffisante pour conclure à une atteinte à la santé invalidante (ATF 131 V 50 consid. 1.2; 130 V 353 consid. 2.2.3). b) Quant au Dr D _____, il est parvenu aux mêmes diagnostics que les examinateurs du SMR, soit un défilé thoracique bilatéral, une fibromyalgie (rapport du 5 mai 2004) et des douleurs vertébrales. Selon lui, l'on ne peut exiger de la recourante qu'elle exerce son activité habituelle ou une autre activité. En ce qui

concerne les rapports établis par les médecins traitants, le juge peut et doit tenir compte du fait que, selon l'expérience, le médecin traitant est généralement enclin, en cas de doute, à prendre parti pour son patient en raison de la relation de confiance qui l'unit à ce dernier. Ainsi, la jurisprudence accorde plus de poids aux constatations faites par un spécialiste qu'à l'appréciation de l'incapacité de travail par le médecin de famille (ATF 125 V 351 consid. 3b/bb et cc et les

A/549/2006 - 21/28 - références; RJJ 1995 p. 44; RCC 1988 p. 504 consid. 2). Dans le cas présent, on relèvera que le Dr D_____ n'explique pas pour quelle raison il retient une incapacité de travail totale dans toute activité, alors même qu'il reconnaît que des capacités fonctionnelles subsistent chez la recourante (rapport médical du 13 février 2003). Son appréciation ne convainc dès lors pas. c) Le Dr I_____, spécialiste FMH en médecine interne, a, contrairement aux médecins du SMR, retenu que le syndrome douloureux somatoforme persistant dont souffre la recourante a une répercussion sur sa capacité de travail. Selon lui, il était peu probable qu'une capacité de travail supérieure à 50% puisse être retrouvée. Son avis ne saurait, sans autre, être suivi dès lors qu'une expertise psychiatrique est, en principe, nécessaire pour se prononcer sur l'incapacité de travail que ce genre de trouble est susceptible d'entraîner (ATF 130 V 353 consid. 2.2.2 et 399 consid. 5.3.2). Par ailleurs, quand bien même ce trouble aurait justifié une incapacité de travail chez la recourante, encore faudrait-il qu'il soit invalidant eu égard aux critères dégagés par la jurisprudence. A cet égard, les examinateurs ont certes retenu que la recourante souffrait, outre la fibromyalgie, d'un trouble dissociatif (F 44). Cela étant, ce trouble n'entraîne pas de répercussion sur sa capacité de travail. Il y a donc lieu de nier l'existence d'une comorbidité psychiatrique d'une gravité, d'une acuité et d'une durée suffisamment importantes. Par ailleurs, on ne voit pas que la recourante réunisse en sa personne les critères jurisprudentiels susceptibles de fonder un pronostic défavorable quant à l'exigibilité, au plan psychique, d'une reprise de l'activité professionnelle. Certes, il convient de tenir pour établie la présence d'affections corporelles chroniques entraînant des limitations objectives sur le plan somatique, en tant qu'elle souffre du défilé thoracique et des troubles statiques et dégénératifs cervico-dorso-lombaires étagés. Il en va de même du critère de processus maladif s'étendant sur plusieurs années sans rémission durable (symptomatologie inchangée ou progressive), puisque la recourante souffre du défilé thoracique depuis son adolescence. En revanche, compte tenu, d'une part, de son aptitude à effectuer des activités adaptées à ses limitations fonctionnelles, la recourante n'a pas épuisé toutes ses ressources adaptatives. Au demeurant, la recourante est à même d'accomplir quotidiennement un certain nombre de tâches ménagères (en particulier la préparation des repas et les emplettes légères). Par ailleurs, la vie sociale de la recourante est décrite comme riche. Elle fréquente plusieurs amis et est liée à une voisine. Elle ne subit donc pas de perte d'intégration sociale dans toutes les manifestations de la vie. On ne saurait davantage conclure à l'existence d'un état psychique cristallisé ni à l'échec de traitements conformes aux règles de l'art sans évolution possible au plan thérapeutique, puisque la recourante ne semble pas avoir entrepris de

A/549/2006 - 22/28 - psychothérapie, ce qui démontre que toutes les possibilités thérapeutiques n'ont pas encore été épuisées (cf. ATFA non publié du 13 juillet 2005, I 626/04, consid. 5.2). Sur le vu de ce qui précède, la fibromyalgie dont souffre la recourante ne se manifeste pas avec une sévérité telle que, d'un point de vue objectif, elle exclue toute mise en valeur de la capacité de travail de celle-ci. d) La recourante reproche aux médecins du SMR de ne pas avoir retenu une incapacité de travail en raison des troubles plantaires

constatés par le Dr L_____, spécialiste FMH en radiologie, dans son rapport du 22 avril 2005. Le Tribunal de céans constate qu'aucune pièce médicale au dossier ne fait état d'une incapacité de travail en raison des atteintes au pied gauche de la recourante. Par ailleurs, on ne saurait suivre la recourante lorsqu'elle fait valoir que les médecins du SMR auraient mentionné que ces troubles avaient des répercussions sur ses capacités à marcher et à rester debout. En effet, il résulte de leur rapport, qu'au status, la recourante déambulait rapidement, sans boîtier. Seule la marche sur la pointe des pieds majorait les douleurs sous les têtes métatarsiennes (rapport bidisciplinaire du 31 janvier 2005, p. 5) En conséquence, il n'existe aucun élément susceptible de mettre sérieusement en doute les conclusions des examinateurs du SMR. On ne voit pas que les médecins du SMR auraient négligé d'aborder un aspect essentiel de la situation douloureuse de la recourante. C'est par conséquent à bon droit que l'intimé a retenu que la recourante pouvait exercer une activité adaptée à ses limitations fonctionnelles, et ce à plein temps.

E. 11

La recourante reproche à l'intimé d'avoir retenu l'avis des médecins du SMR, qui ne l'ont vue qu'une fois, au détriment de l'appréciation de son médecin traitant qui la suit depuis de nombreuses années. A cet égard, il y a lieu de relever que l'on ne saurait certes mettre sur le même pied un rapport d'expertise émanant d'un Centre d'observation médicale de l'AI (COMAI) - dont la jurisprudence a admis que l'impartialité et l'indépendance à l'égard de l'administration et de l'OFAS sont garanties (ATF 123 V 175) - et un rapport médical établi par le SMR; toutefois, cela ne signifie pas encore qu'en cas de divergence d'opinion entre médecins du SMR et médecins traitants, il est, de manière générale, nécessaire de mettre en oeuvre une nouvelle expertise. La valeur probante des rapports médicaux des uns et des autres doit bien plutôt s'apprécier au regard des critères jurisprudentiels précédemment énumérés. Il n'y a dès lors aucune raison d'écarter le rapport du SMR ici en cause ou de lui préférer celui du médecin traitant, pour le seul motif que c'est le service médical régional de l'AI qui l'a établi. Au regard du déroulement de l'examen clinique pratiqué par les médecins du SMR et du contenu de leur rapport, on ne relève, du reste, aucune circonstance

A/549/2006 - 23/28 - particulière propre à faire naître un doute sur l'impartialité de ceux-ci. La recourante ne fait d'ailleurs rien valoir de tel.■■■

E. 12

La recourante fait valoir que, dans la cause l'opposant à l'assureur perte de gain maladie le Tribunal administratif avait considéré que les rapports des Drs G_____ et D_____ étaient parfaitement fiables. Le Tribunal administratif a effectivement retenu dans son arrêt du 5 août 2004 que les rapports médicaux des médecins précités étaient probants pour trancher la question de la capacité de travail de la recourante dans son activité habituelle. Or, ce point n'est en l'espèce pas litigieux puisque l'intimé a, comme l'a fait le Tribunal administratif, estimé que l'ancienne activité de la recourante était physiquement trop astreignante pour son état de santé.

E. 13

Il reste à examiner si l'évaluation du taux d'invalidité à laquelle a procédé l'intimé est conforme aux règles légales applicables ainsi qu'aux principes dégagés par la jurisprudence en la matière. a) En vertu de l'art. 28 al. 1 LAI (dans sa teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2003), l'assuré a droit à une rente entière s'il est invalide à 66 2/3 % au moins, à une demi-rente s'il est invalide à 50 % au moins, ou à un quart de rente s'il est invalide à 40

% au moins ; dans les cas pénibles, l'assuré peut, d'après l'art. 28 al. 1 bis LAI, prétendre à une demi-rente s'il est invalide à 40 % au moins. b) Pour un assuré actif, le taux d'invalidité s'obtient en comparant le revenu du travail qu'il pourrait acquérir en exerçant l'activité qu'on peut raisonnablement attendre de lui, après exécution éventuelle de mesures de réadaptation et compte tenu d'une situation équilibrée du marché du travail, à celui qu'il aurait pu réaliser s'il n'était pas invalide (art. 16 LPGa et 28 al. 2 LAI; méthode générale de comparaison des revenus). La comparaison des revenus s'effectue, en règle ordinaire, en chiffrant aussi exactement que possible les montants de ces deux revenus et en les confrontant l'un avec l'autre, la différence permettant de calculer le taux d'invalidité (méthode générale de comparaison des revenus; ATF 128 V 30 consid. 1, 104 V 136 consid. 2a et 2b). Pour procéder à la comparaison des revenus, il convient de se placer au moment de la naissance du droit à la rente; les revenus avec et sans invalidité doivent être déterminés par rapport à un même moment et les modifications de ces revenus susceptibles d'influencer le droit à la rente survenues jusqu'au moment où la décision est rendue doivent être prises en compte (ATF 129 V 222 et 128 V 174). c) Le revenu sans invalidité s'évalue, en règle générale, d'après le dernier salaire que l'assuré a obtenu avant l'atteinte à la santé, en tenant compte de l'évolution des circonstances à l'époque où est née le droit à la rente (cf. ATF 129 V 222 consid. 4).

A/549/2006 - 24/28 - d) Quant au revenu d'invalide, il doit être évalué avant tout en fonction de la situation professionnelle concrète de l'intéressé. Lorsque l'assuré n'a pas repris d'activité, ou aucune activité adaptée lui permettant de mettre pleinement en valeur sa capacité de travail résiduelle, contrairement à ce qui serait raisonnablement exigible de sa part, le revenu d'invalide peut être évalué sur la base, notamment, des données salariales publiées par l'Office fédéral de la statistique (ATF 126 V 75. consid. 3b/bb). On se réfère alors à la statistique des salaires bruts standardisés, en se fondant toujours sur la médiane ou valeur centrale (ATF 124 V 321). La mesure dans laquelle les salaires ressortant des statistiques doivent être réduits, dépend de l'ensemble des circonstances personnelles et professionnelles du cas particulier (limitations liées au handicap, âge, années de service, nationalité/catégorie d'autorisation de séjour et taux d'occupation) et résulte d'une évaluation dans les limites du pouvoir d'appréciation. Une déduction globale maximum de 25% sur le salaire statistique permet de tenir compte des différents éléments qui peuvent influencer le revenu d'une activité lucrative (ATF 126 V 79- 80 consid. 5b/aa-cc).

E. 14

En l'espèce, il convient de se placer en 2003 puisque le début de l'incapacité de travail de la recourante, dans son activité de femme de ménage, remonte au 12 septembre 2002 et son annonce à l'intimé au 13 janvier 2003. a) Se fondant sur les documents fournis par les employeurs, l'intimé a estimé que la recourante pourrait réaliser en 2003, sans atteinte à la santé, un revenu annuel de 55'200.- fr. en qualité de femme de ménage. Ce montant n'est pas contesté, ni contestable. b) Se référant au rapport médical des Drs J_____ et K_____, l'intimé a retenu que la recourante pouvait mettre pleinement en valeur sa capacité de travail dans des activités ressortant des secteurs de la production et des services, telles que la surveillance, le controlling, la vente légère ou l'accueil et la réception de clientèle, et a arrêté le revenu d'invalide à la lumière des statistiques salariales résultant de l'enquête suisse sur la structure des salaires publiées par l'Office fédéral des statistiques. En ce qui concerne la méthode utilisée pour déterminer le salaire avec invalidité, la recourante reproche à l'intimé de n'avoir pas procédé à une enquête économique auprès de sept

entreprises pour obtenir des explications circonstanciées sur la nature du travail proposé, la formation exigée et les gains pouvant être réalisés. Par ailleurs, selon la recourante, l'intimé se serait fondé sur des hypothèses irréalistes quant aux activités adaptées qu'elle pourrait exercer. Outre son âge et le fait qu'elle subisse des limitations fonctionnelles, elle présenterait également des carences scolaires, n'ayant suivi qu'une partie de la scolarité obligatoire, ne sachant pas écrire le français et n'ayant aucune formation professionnelle.

A/549/2006 - 25/28 - Il y a lieu de préciser que lorsqu'il s'agit d'examiner dans quelle mesure un assuré peut encore exploiter économiquement sa capacité de gain résiduelle sur le marché du travail entrant en considération pour lui, on ne saurait subordonner la concrétisation des possibilités de travail et des perspectives de gain à des exigences excessives. Il s'ensuit que pour évaluer l'invalidité, il ne s'agit pas d'examiner la question de savoir si un invalide peut être placé eu égard aux conditions concrètes du marché du travail, mais uniquement de se demander s'il pourrait encore exploiter économiquement sa capacité résiduelle de travail lorsque les places de travail disponibles correspondent à l'offre de la main d'oeuvre (VSI 1998 p. 296 consid. 3b et les références). Par ailleurs, à condition de respecter certaines exigences de procédure, la détermination du revenu d'invalide sur la base de données salariales concrètes est un procédé admis par le Tribunal fédéral des assurances au même titre que le recours aux données statistiques économiques (ATF 129 V 472). Il n'y a pas de hiérarchie entre ces deux méthodes. Le recours aux valeurs statistiques pour fixer le revenu d'invalide concerne avant tout des assurés qui ne peuvent plus accomplir leur ancienne activité parce qu'elle est physiquement trop astreignante pour leur état de santé, mais qui conservent néanmoins une capacité de travail importante dans des travaux légers. Pour ces assurés, le salaire statistique est en effet suffisamment représentatif de ce qu'ils seraient en mesure de réaliser en tant qu'invalides dès lors qu'il recouvre un large éventail d'activités variées et non qualifiées compatibles avec des limitations fonctionnelles peu contraignantes. En revanche, il n'y aurait aucun sens, lorsqu'un assuré invalide est réadapté avec succès dans une nouvelle profession, à se référer aux valeurs statistiques issues de l'Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS), d'autant moins que celles-ci sont établies par branche d'activité et non pas par profession (ATFA non publié du 1er avril 2005, I 171/04). Enfin, s'il est vrai que des facteurs tels que l'âge, le manque de formation ou les difficultés linguistiques jouent un rôle non négligeable pour déterminer dans un cas concret les activités que l'on peut encore raisonnablement exiger d'un assuré, ils ne constituent pas des circonstances supplémentaires qui, à part le caractère raisonnablement exigible d'une activité, sont susceptibles d'influencer l'étendue de l'invalidité, même s'ils rendent parfois difficile, voire impossible la recherche d'une place et, partant, l'utilisation de la capacité de travail résiduelle (ATFA non publié du 30 novembre 2006, I 805/05; VSI 1999 p. 247 consid. 1 et les références). La recourante ne saurait en tout cas se prévaloir de son manque de formation scolaire et professionnelle ainsi que de son âge, dès lors que de tels facteurs ne constituent pas des circonstances dont l'assurance-invalidité doit répondre (cf. ATF 107 V 21 consid. 2c). En revanche, il s'agit d'éléments qui peuvent justifier une déduction globale lorsque le gain d'invalide est déterminé sur la base des statistiques salariales (cf. ATF 126 V 75). Enfin, quand bien même les activités proposées pourraient apparaître trop pénibles ou exigeantes au vu des limitations physiques et intellectuelles présentées, le marché du travail offre un large éventail d'activités

A/549/2006 - 26/28 - légères, dont on doit convenir qu'un nombre significatif - en plus de celles citées par l'intimé - sont adaptées aux limitations de la recourante et accessibles sans

aucune formation particulière. Cela étant, la recourante est en mesure de mettre à profit sa capacité résiduelle de travail sur un marché équilibré du travail. C'est par conséquent à juste titre que l'intimé a tenu compte d'un gain déterminant (valeur standardisée), toute activité confondue dans le secteur privé (TA1) pour des travaux simples et répétitifs (niveau 4) exercés par une femme, dès lors que les limitations fonctionnelles attestées médicalement permettent à l'intéressée d'exercer de nombreuses activités issues de divers secteurs de l'économie et notamment ceux de la production et des services. En outre, celles mentionnées par l'intimée dans la décision querellée tiennent compte de ses limitations physiques, si bien que l'on ne voit pas ce qui empêcherait la recourante de les exercer. L'opinion contraire de cette dernière n'est pas propre à mettre en doute cette appréciation. Ainsi, compte tenu de l'activité de substitution que pourrait exercer la recourante dans une activité légère et adaptée de type industriel ou des services, le salaire de référence est celui auquel peuvent prétendre les femmes effectuant des activités simples et répétitives (niveau de qualification 4) dans le secteur privé, soit 3'820.- fr. par mois en 2002, ou 45'840.- fr. annuellement (Enquête suisse sur la structure des salaires 2002, TA1). Comme les salaires bruts standardisés tiennent compte d'un horaire de travail de quarante heures, soit une durée hebdomadaire inférieure à la moyenne usuelle dans les entreprises en 2002 (41,7 heures; La Vie économique, 11/2006, B9.2), et comme le revenu statistique 2002 doit être adapté à l'augmentation des salaires nominaux pour les femmes en 2003 (+1.6%, La Vie économique, 1/2-2006, p.95) ce montant doit être porté à 48'553.- ($45'840 + 1.6\% = 46'573 \times 41.7 : 40$). A ce montant, il convient encore, conformément à la jurisprudence, d'appliquer un facteur de réduction sur le salaire statistique. Compte tenu de la situation personnelle et professionnelle de la recourante, le Tribunal de céans n'a aucune raison de s'écarter du taux de réduction de 15% pris en compte par l'intimé. En effet, seuls les critères de limitation liés au handicap et à l'absence de formation professionnelle sont remplis dans le cas particulier. Contrairement à ce qu'elle soutient, la recourante, de nationalité suisse, capable d'exercer une activité à plein temps, est encore relativement jeune. Compte tenu de l'abattement de 15%, le revenu d'invalidité sur la base statistique s'élève à 41'271.- fr. ($48'553 - 7'282$) qui, une fois comparé avec le revenu sans invalidité de 55'200.- fr., donne un taux d'invalidité de 25 %, soit un taux correspondant à celui calculé par l'intimé et qui est de loin inférieur à la limite de 40% ouvrant droit à un quart de rente. Il sied de relever que même si l'intimé avait admis une réduction maximale de 25% lors du calcul du revenu brut annuel avec invalidité, soit un montant de 36'414.-

A/549/2006 - 27/28 - ($48'553 - 12'138$), le degré d'invalidité obtenu de 34% ($55'200 - 36'414 : 55'200 \times 100$) n'aurait pas donné droit à une rente.

E. 15

Reste la question d'éventuelles mesures d'ordre professionnel. L'intimé a reconnu que le taux d'invalidité de la recourante lui ouvrait droit à de telles mesures mais y a renoncé vu la conviction de la recourante de ne plus être apte à exercer quelque activité que ce soit. La recourante a effectivement expliqué par-devant le Tribunal de céans qu'en raison de ses douleurs elle ne voyait pas quelle activité elle pourrait exercer. C'est par conséquent à juste titre que l'intimé a jugé que de telles mesures seraient - en l'état - sans doute vouées à l'échec. Il n'en demeure pas moins que si la recourante le souhaite vraiment et fait montre de motivation, elle pourra déposer une demande en ce sens auprès de l'intimé.

E. 16

Le jugement entrepris n'est ainsi pas critiquable dans son résultat et le recours se révèle mal fondé.

A/549/2006 - 28/28 -

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.